Multiculturalisme et modèle républicain sont-ils incompatibles ?

L'Humanité Dimanche du 31 mars au 6 avril 2011

« Le multiculturalisme est un échec »,dit désormais Sarkozy. Une façon de dire que différentes cultures ne peuvent pas cohabiter au sein d'une même nation. Une façon surtout de préparer son débat sur l'islam en France lancé le 5 avril, et de chasser sur les terre du FN, désormais accompagné de son fidèle Guéant. Derrière ces jeux dangereux, un vrai enjeu : celui du vivre ensemble. Or, estime Pierre Bouvier, si le modèle républicain repose sur le fait qu'aucune composante de la nation ne doit y occuper un statut privilégié, iI empêche que ces identités différent s'y expriment.

Emboîtant le pas à Angela Merkel et David Cameron, Nicolas Sarkozy déclarait le 9 février dernier que le multiculturalisme serait un « échec ». C'est pourtant sur ce modèle de société que se sont construits les États-Unis, desquels le président français voulait copier, il y a peu, la politique de « discrimination positive ».

La problématique de l'exister ensemble (construits et ensembles populationnels) est partiellement présente dans la notion de communauté. Cette dernière englobe un grand nombre d'acceptions, voire d'artefacts. Elle peut concerner la relation entre époux (dont le régime matrimonial et la répartition des biens), de petites communautés rurales, des regroupements de religieux ou d'immigrés, tout autant que des structures fédérant plusieurs nations.

La nécessité de composer avec l'inconnu, de s'assurer de moyens d'existence, mais également la volonté de maintenir certaines valeurs et pratiques conduisent les migrants, alors même souvent que leur départ était un rejet du passé, à rechercher les liens d'appartenance à leur culture originelle, celle de leur communauté initiale.

Ainsi, au cours de l'histoire, dans les espaces évidés de populations indigènes se sont constitués non seulement au niveau des villages, mais également au cœur même des villes en croissance rapide, des enclaves, des communautés, voire des ghettos. Ces regroupements humains se présentent comme des entités indéniables et particulières. Il ne s'agit plus seulement de petites communautés paysannes, telles celles étudiées auparavant par des historien en Europe ou par des ethnologues dans les cultures orales. Que ce soit à Chicago, New York, Londres ou Paris, des analyses à connotation socioanthropologique et une nouvelle historiographie ont émergé

Pour aborder ces regroupements qui prennent des configurations différentes suivant les lieux, l'origine des intéressés, leur nombre, leurs modes de vie, leurs références et leurs attentes. Ce type d' étude rencontre relativement peu d'opposition dans ces pays de forte immigration. Il devrait permettre d'assurer une meilleure connaissance des populations appelées à devenir ou étant déjà des citoyens de ces états en croissance perpétuelle.

Il en va autrement pour des nations constituées de longue date et pour lesquelles l'appartenance est exclusive ou du moins réticente à des filiations autres et multiples. Sans méconnaître les flux migratoires qui les alimentent également, depuis quelques décennies, l'insertion tend à faire prévaloir sinon un droit du sang (comme en Allemagne jusqu'à une date récente), du moins un droit du sol. Par ailleurs et corollairement, les instances dirigeantes sont fortement centralisées. Elles laissent peu de place à l' expression d'alternative dont celles pouvant provenir de groupes humains perçus comme « communautaristes », se distinguant collectivement et ainsi pouvant remettre en cause l'unicité centrale. La « communauté des citoyens », selon Dominique Schnapper, serait en France la nation, ses instances représentant, idéalement, l'ensemble de la population sans avantage particulier à devoir attribuer à l'une ou l'autre de ses composantes. L'individualisme méthodologique et républicain est préféré à la communauté et au pluralisme. Il serait plus à même d'assurer à tout citoyen l'égalité due par l'État. Or cette perspective est aujourd'hui fragilisée : « L'émiettement des groupes sociaux sous la forme de communautés est la manifestation la plus visible, sinon de l'affaiblissement de l'État, du moins de la transformation d'un État nation doté de classes sociales en un État communautaire. (…) Confrontée à cette prolifération d'identités, à cette « political correctness » à la française, la posture républicaine se trouve écartelée entre la défense du droit des peuples et celle des droits de l'individu. » Cela en conduit certains à privilégier les références à la vulgate universaliste, au progrès, alors que les dégâts que ce dernier suscite sous la férule du libéralisme touchent tant les populations que les environnements naturels. (…) Le refus ou la critique de toute référence aux identités collectives, est également un marqueur de cette nouvelle tendance. L'Unesco, dans sa traque du racisme, s'attache aux concrétions sociales et culturelles capables de lui opposer plus de consistance que l'appel à l'individualisme « sans frontière ».

Différentes attitudes peuvent donc être observées. Elles distribuent de la clôture sur soi (le ghetto) jusqu'à l'assimilation et l'éclatement du nous au profit de l'individu. Ce dernier, en stratège, ne se réfère plus qu'aux valeurs de la majorité, peuple ou nations, aux vecteurs de l'inclusion. Le multiculturalisme ou encore le melting-pot à l'américaine, postule, du moins a priori, une place pour ces diverses composantes. Les codes de chacune doivent s'exprimer sans rechercher à occuper un statut privilégié.